

**Ministry of Education**

**Ministère de l'Éducation**

Education Labour and Finance  
Division

Division des relations de travail et du  
financement en matière d'éducation

315 Front Street West  
12<sup>th</sup> Floor  
Toronto ON M7A 0B8

315, rue Front Ouest  
12<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M7A 0B8

**2021: B02**

**Note de service**

**Date :** Le 3 février 2021

**Destinataires :** Trésorières et trésoriers, secrétaires-trésorières et secrétaires-trésoriers municipaux  
Directrices et directeurs de l'éducation  
Secrétaires-trésorières et secrétaires-trésoriers des administrations scolaires

**Expéditeur :** Andrew Davis  
Sous-ministre adjoint  
Division des relations de travail et du financement en matière d'éducation

**Objet :** **Proportions des effectifs de 2021 aux fins de la Loi sur l'éducation, paragraphes 238(2) et 257.8(3)**

---

Le ministère de l'Éducation est tenu de publier, pour chaque territoire commun de compétence, les proportions des effectifs des conseils scolaires par municipalité. Ces chiffres, mis à jour chaque année, doivent être utilisés par les secrétaires et trésorières et trésoriers municipaux pour répartir **les impôts scolaires prélevés sur les biens d'entreprise** (biens commerciaux, industriels et de la catégorie des pipelines) et les **paiements tenant lieu d'impôts**, ou sur tout autre bien imposable sans désignation de soutien scolaire. Les proportions à utiliser pour 2021 sont indiquées dans le tableau A ci-joint.

Comme l'exige la Loi sur l'éducation, ce tableau sera publié prochainement dans la **Gazette de l'Ontario**. Veuillez noter que la Gazette de l'Ontario est la publication officielle du gouvernement de l'Ontario pour tous les avis gouvernementaux.

Il incombe au ministère des Finances d'établir les taux d'impôt scolaire. En vertu du paragraphe 257.11(1) de la Loi sur l'éducation, les municipalités sont tenues de verser, pour le paiement du 31 mars, 25 pour cent du montant d'impôt scolaire prélevé pour l'année civile précédente (2020). Le 30 juin, le paiement doit représenter 50 pour cent de la somme prélevée pour l'année civile en cours, moins le montant du versement du 31 mars. Le 30 septembre, le paiement doit représenter 25 pour cent de la somme perçue pour l'année civile en cours, et le 15 décembre, le paiement doit être le solde de cette somme. Veuillez noter que le paiement du 31 mars se fondant sur l'année précédente, les proportions des effectifs indiquées au tableau A ne s'appliquent pas avant le paiement du 30 juin. Les conseils scolaires et les municipalités peuvent également opter pour un calendrier de versement différent en concluant une entente, comme il est prévu au paragraphe 257.11(5) de la Loi.

Si vous avez des questions ou souhaitez obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Alex Zhang au 437 223 0104 ou par courriel à [alex.zhang2@ontario.ca](mailto:alex.zhang2@ontario.ca).

Original signé par

Andrew Davis  
Sous-ministre adjoint  
Division des relations de travail et du financement en matière d'éducation

Pièce jointe

c. c. : Surintendantes et surintendants des finances des conseils scolaires de district

Jonathan Lebi, sous-ministre adjointe, Division des administrations locales et des politiques d'aménagement, ministère des Affaires municipales et du Logement

Hannah Evans, sous-ministre adjointe, Division des services aux municipalités, ministère des Affaires municipales et du Logement

Caspar Hall, directeur(poste intérimaire) , Direction des politiques relatives aux finances municipales, ministère des Affaires municipales et du Logement

Allan Doheny, sous-ministre adjoint, Division des relations provinciales-municipales en matière de finances, ministère des Finances